



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Janvier 2023

Zoom sur le rapport de la Banque africaine de développement sur le financement climatique en Afrique centrale

Dans son [rapport sur les perspectives économiques en Afrique centrale](#), intitulé « Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste », la BAfD (Banque africaine de développement) est revenue, entre autres, sur les vulnérabilités climatiques et leurs impacts socioéconomiques en Afrique centrale (composée des six pays de la CEMAC et de la RDC), ainsi que sur l'état des lieux des financements associés dans la région.

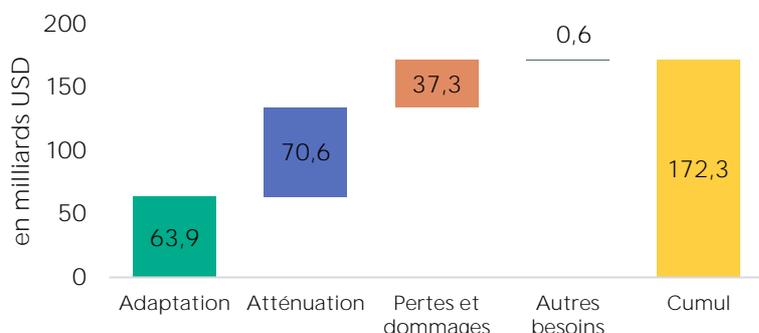
LE CHIFFRE À RETENIR

172 Mds USD

de besoins de financements pour faire face au changement climatique en Afrique centrale entre 2020-2030, selon la BAfD

Le rapport rappelle que les changements climatiques devraient se traduire en Afrique centrale par une hausse des températures moyennes (entre 1° C et 4° C par rapport aux 30 dernières années) et une augmentation des précipitations, qui devraient provoquer la recrudescence des événements climatiques tels que la sécheresse, les inondations, l'érosion, les mouvements de terrain et les épisodes de vents violents. Les conséquences socioéconomiques seraient alors nombreuses avec notamment les

Besoins de financements climatiques en Afrique centrale sur la période 2020-2030

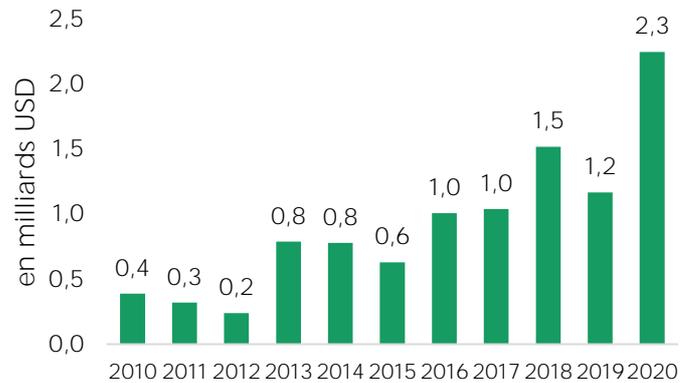


Source : BAfD, perspectives économiques en Afrique centrale

perturbations dans la disponibilité des ressources en eau, la baisse de la production agricole et la montée de la famine et de l'insécurité alimentaire. L'impact sur la santé devrait également être important avec l'augmentation des maladies à transmission vectorielle (comme le paludisme). Les changements climatiques devraient par ailleurs accroître les flux migratoires et créer/intensifier des conflits.

Selon la BAfD, les financements nécessaires pour répondre de manière adéquate au changement climatique en Afrique centrale **s'élèvent** à 172,3 Mds USD sur la période 2020-30, soit un besoin annuel de 15,7 Mds. Ces besoins se composent des coûts **d'adaptation estimés à 63,8 Mds**, des coûts **d'atténuation à 70,6 Mds**, et des pertes et dommages dus au changement à 37,3 Mds. Le rapport relève cependant la faiblesse des flux de financements climatiques reçus par la région qui restent encore largement inférieurs aux besoins. Entre 2010 et 2020, la région aurait reçu environ 10 Mds USD pour le financement climatique (soit environ 920 M USD par an).

Financements climatiques reçus en Afrique centrale entre 2010 et 2020



Source : BAfD, perspectives économiques en Afrique centrale

Pour améliorer la résilience aux changements climatiques et amorcer une transition énergétique, le rapport suggère notamment : i) **d'améliorer** la production de données climatiques et de réaliser des études de vulnérabilité nationales et sous régionales ; ii) de renforcer les capacités de gestion des risques liés aux changements climatiques et iii) **mettre des sources d'énergie propres à disposition des ménages**. Elle recommande également aux pays de promouvoir et respecter les engagements **internationaux de lutte contre la déforestation, d'investir dans la transition énergétique et de mettre en place des fonds nationaux pour le climat**. La BAfD note par ailleurs que les pays de la sous-région disposeraient **d'un** potentiel de crédit carbone important qui pourrait être mobilisé pour amorcer la transition énergétique, **qu'elle évalue** entre 365 Mds USD (en partant d'un prix international du carbone moyen de 31 USD/t), et 811 Mds USD (si un coût social actualisé de 70 USD est utilisé).

Régional

Les chefs d'entreprise anticipent une baisse de l'activité au premier trimestre 2023

Selon le [dernier test prévisionnel de conjoncture](#) publié par la BEAC, les dirigeants des entreprises installées dans la zone CEMAC anticipent une **baisse de l'activité économique dans la sous-région** au cours du premier trimestre 2023. Dans le secteur primaire, **l'activité pétrolière** et la production agricole vivrière seraient en recul tandis que **l'activité des cultures de rente**

(cacao et huile, principalement) demeurerait globalement favorable. Les perspectives de **l'activité sylvicole** sont quant à elles moroses face à un repli de la demande mondiale et une perturbation projetée des chaînes **d'approvisionnement**. Le secteur secondaire connaîtrait également des performances **contrastées avec un repli attendu de l'activité** brassicole et une certaine morosité dans les huileries et les minoteries. La branche construction enregistrerait en revanche une progression favorable soutenue par une demande en hausse. Enfin, les perspectives dans le secteur tertiaire seront également contrastées. Alors que les télécommunications, les activités financières, et le transport ferroviaire et aérien

poursuivront leur tendance à la hausse, les activités de commerce de biens de première nécessité et d'hôtellerie-restauration seront en berne, en lien principalement avec une demande intérieure en perte de vitesse.

L'inflation s'élève à 4,3 % à fin septembre 2022 en zone CEMAC

D'après une [note publiée par la BEAC](#), l'inflation s'est hissée à 4,3 % en moyenne annuelle au troisième trimestre 2022, contre 1,8 % un an plus tôt. La dynamique reste portée essentiellement par les produits alimentaires. Outre la guerre en Ukraine et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, qui entraînent une hausse des prix des produits de première nécessité, le coût élevé des engrais et les aléas climatiques perturbent l'offre alimentaire domestique. À ce stade, la BEAC table sur une inflation à 5,5 % sur l'année 2022 dans la CEMAC, et estime que celle-ci devrait rester au-dessus de la cible de 3 % jusqu'en 2024 avant de retourner sous ce seuil communautaire à l'horizon 2025.

La BDEAC adopte son plan stratégique 2023-2027

Le Conseil d'Administration de la BDEAC (Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale), réuni à Douala le 22 décembre 2022, a [adopté le plan stratégique de la Banque](#) pour la période 2023-2027. Ce plan qui servira de cadre de référence pour les interventions de la BDEAC dans les pays d'Afrique centrale, est axé notamment sur l'intégration économique régionale, le développement durable, l'amélioration des conditions de vie des populations, ainsi que la transformation et la modernisation de la Banque. La fin du plan stratégique 2017-2022 a été marquée par la [mobilisation de 110,86 Mds FCFA](#) (contre un objectif initial de 78 Mds) par emprunt obligataire sur le marché financier de la CEMAC.

Cameroun

Forum de l'Investissement Privé dans l'Agriculture et l'Élevage au Cameroun

Le GICAM (Groupement Inter-patronal du Cameroun) et les ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage organisent le 10 février 2023 le forum de l'investissement privé dans l'agriculture et l'élevage au Cameroun. Ce forum rentre dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative FARM au Cameroun et fait suite au protocole d'entente signé le 26 juillet 2022 entre le GICAM, le MEDEF International et l'Alliance pour l'Agriculture, l'Élevage, l'Aquaculture en Afrique (ALFA) lors de la visite officielle du Président Emmanuel Macron au Cameroun. L'objectif est de mobiliser les investisseurs privés camerounais pour le développement de chaînes de valeurs dans l'agriculture et l'élevage. Un [appel à manifestation d'intérêt](#) a ainsi été lancé pour sélectionner une vingtaine de projets viables de taille moyenne (entre 350 M et 3 275 M FCFA d'investissement) pour lesquels la recherche de financements devrait être facilitée. Les personnes et entités intéressées sont invitées à renseigner un [formulaire en ligne](#) et à le renvoyer au GICAM avant le 30 janvier 2023.

Nomination des dirigeants de la Caisse de dépôts et de consignations

[Richard Evina Obam](#), [Anne Génévieve Soppo Etame épouse Kingue Etame](#) et [Moh Tangongho Sylvester](#) ont été nommés respectivement Directeur Général, Directrice Générale Adjointe et Président du Conseil d'Administration par des décrets présidentiels signés le 20 janvier 2023. Richard Evina Omba occupait par ailleurs les fonctions de Directeur général de la Caisse Autonome d'Amortissement. Sylvester Moh Tangongho est Directeur général du Trésor et de la coopération financière et monétaire au

Ministère des finances. La nouvelle Directrice générale adjointe arrive quant à elle du secteur bancaire, puisqu'elle occupait auparavant les fonctions de contrôle permanent à la Commercial Bank of Cameroun. Pour mémoire, la Caisse de dépôts et de consignations a été créée par [la loi du 14 avril 2008](#) régissant les dépôts et consignations. Son organisation et son fonctionnement ont été fixés par un décret présidentiel signé le 15 avril 2011. La désignation de l'équipe dirigeante rend ainsi opérationnelle la Caisse de dépôts et de consignations.

Les Nations Unies octroient 6 M USD pour l'assistance humanitaire dans les régions en crise

Les Nations Unies ont [annoncé](#) le 11 janvier 2023 l'approbation d'une allocation de 6 M USD du Fonds central d'intervention d'urgence en faveur des personnes touchées par les crises dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les fonds devraient notamment servir à l'hébergement et la protection, ainsi qu'à fournir une assistance humanitaire et nutritionnelle aux personnes nécessiteuses. Selon le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU, en 2022, les crises humanitaires auraient impacté 3,9 millions de personnes au Cameroun.

15,6 M USD du FAD en appui à la gestion des finances publiques

Le Conseil d'Administration du FAD (Fonds Africain de développement), guichet concessionnel de la Banque Africaine de Développement, a [approuvé](#) le 12 décembre 2022 un financement de 15,64 M USD en faveur du Cameroun, composé d'un prêt de 14,61 M et d'un don de 1,03 M. Les fonds sont destinés au [Projet d'appui à la gouvernance des finances publiques](#). Ils devraient servir notamment à appuyer la dématérialisation et la numérisation du système fiscal, à mettre en place un système

de suivi-évaluation du budget d'investissement public, et à renforcer le dispositif d'alerte contre les malversations et les flux financiers illicites.

Appui budgétaire de 100 M USD de la Banque Mondiale

La Banque mondiale a [approuvé](#) le 19 décembre 2022 un appui budgétaire de 100 M USD en faveur du Cameroun. Le financement, premier d'une série de trois décaissements prévus sur la période 2022-2024, vient en appui au programme économique et financier du gouvernement conclu avec le FMI en juillet 2021. Il vise à soutenir la croissance économique du pays et à renforcer la résilience au changement climatique. La Banque mondiale soutient notamment la décentralisation, la mobilisation des recettes, la gouvernance des entreprises publiques, le renforcement du capital humain et l'autonomisation des femmes.

Banque Atlantique augmente son capital de 13 à 23,8 Mds FCFA

La Banque Atlantique Cameroun (BACM), filiale du groupe ivoirien Atlantic Financial Group, a annoncé le 10 janvier l'augmentation de son capital qui passe de 13 à 23,8 Mds FCFA lors de la dernière assemblée générale de la banque. L'opération a été validée par les commissaires aux comptes et serait en attente du visa du régulateur bancaire, la COBAC (Commission Bancaire de l'Afrique centrale). Pour rappel, selon les [données du Comité National Économique et Financier du Cameroun](#), au 31 décembre 2021, la BACM était la 7^{ème} banque (sur 15) la plus importante du pays avec 7% de parts de marchés que ce soit en termes de dépôts ou de crédits du système bancaire local.

Production laitière : réception de vaches montbéliardes en provenance de la France

Le ministre camerounais de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia), Dr Taïga, a réceptionné les 11 et 22 janvier 2023 à l'aéroport de Garoua (Nord Cameroun) les deuxième et troisième lots de 165 génisses gestantes de race montbéliarde en provenance de France. La réception de ces deux lots vient clôturer l'opération d'importation de 495 vaches lancée en 2020 par le gouvernement camerounais dans le cadre du [Projet de développement de l'élevage](#) qui bénéficie d'un financement de la Banque mondiale. Les vaches importées auraient une capacité de production laitière pouvant atteindre 40 litres par jour, contre 5 à 10 litres pour les vaches locales. Pour mémoire, selon le Minepia, la production laitière au Cameroun est déficitaire de 120 000 tonnes par an. En 2021, les importations de lait (en poudre ou concentré) se sont ainsi élevées à 33 Mds FCFA selon les [données de l'Institut national de statistique](#).

86 % de la population affirme que les changements climatiques affectent déjà leur quotidien, selon la BEI

La BEI (Banque européenne d'investissement) a publié en décembre 2022 les [principaux résultats](#) la première édition africaine de son enquête 2022 sur le climat. Plus de 6 000 personnes âgées d'au moins 15 ans et issues de 10 pays africains, dont 200 au Cameroun, ont participé à l'enquête entre le 1^{er} et le 25 août 2022. Les résultats montrent que 86 % de la population camerounaise interrogée affirme que les changements climatiques ont déjà des répercussions sur leur quotidien. Par ailleurs, 59 % d'entre eux déclarent que les changements climatiques et les dommages environnementaux ont affecté leurs revenus ou leurs moyens de subsistance. Enfin, 76 % des Camerounais interrogés indiquent que la priorité devrait être donnée aux énergies renouvelables.

Signature de l'accord de crédit de 100 M USD avec la Banque mondiale pour le développement du numérique

Le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, et le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale, Abdoulaye Seck, ont procédé le 23 décembre 2022 à Yaoundé à la [signature d'un accord de crédit](#) de 100 M USD. Le financement est destiné au **Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNuC)**, qui vise à renforcer l'inclusion numérique et l'utilisation des solutions numériques innovantes dans le secteur agricole. Pour rappel, il s'agit d'un crédit de l'Association internationale de Développement (IDA) [approuvé par la Banque Mondiale](#) en septembre 2021.

Corridor Douala- Ndjamena : inauguration d'une plateforme multimodale de transport à Mora

Cette plateforme, d'un coût total de plus d'1 Md FCFA, qui a été inaugurée par le ministre camerounais en charge du Développement local, Georges Elanga Obam, est une réponse à la demande des transporteurs qui sollicitaient une aire de repos sur ce corridor très fréquenté pour le transport des marchandises entre les deux pays. Elle comprend une aire de stationnement, une gare routière, un bureau pour colis, un bloc de quatre magasins, un bloc commercial, un restaurant, un poste de police et un forage. Pour rappel, [selon la Banque mondiale](#), le corridor Douala-Ndjamena, «concentre 35% du PIB de ces deux pays et dessert 20% de la population du Tchad et 35% de celle du Cameroun». Et selon l'annuaire statistique 2021 du ministère des Transports, 900 000 tonnes de marchandises ont transité en 2020 sur le corridor Douala-Ndjamena. En 2019, les quantités auraient atteint un million de tonnes.

Inauguration de la route Mengong-Sangmelima

L'axe routier Mengong-Sangmelima, long de 74 km reliant les départements de la Mvila et du Dja et Lobo dans la région du Sud-Cameroun, a été mis en service par le Ministre des Travaux publics. La mise en service de ce tronçon routier permet de relier les villes de Sangmelima à Ebolowa, de contribuer à désenclaver les bassins de production des localités environnantes et de réduire les coûts de transport et la durée du transit sur le corridor frontière Congo-Mbalam-Kribi. Pour rappel, les travaux de construction de cette route démarrés en 2015 par le groupement Safège/ Integc, ont finalement été réalisés à partir de 2020 par l'entreprise Arab Contractors sous le contrôle technique du Labogénie, pour un coût total de 70 Mds FCFA.

Afriland First Bank et BGFI Bank signent un accord de coopération pour le financement des projets

Les groupes bancaires camerounais Afriland First Bank et gabonais, BGFI Holding Coopération, ont signé le 20 janvier un accord de coopération pour le financement des projets. Cet accord résulte de l'identification, par les deux groupes, d'opportunités en matière de co-financement de projets, de commerce international et de recherche partagée. Cet accord inclut également une mise en commun des expertises de chaque banque et une mutualisation des actions de renforcement des capacités et ressources humaines afin d'améliorer leur offre commune.

Centrafrique

Hausse de 50 à 80 % des prix du carburant

Le décret du 3 janvier 2023 signé par les ministres des Finances, de l'Energie et du Commerce porte sur l'augmentation des prix du carburant en

République Centrafricaine. Le super passe de 865 à 1 300 FCFA le litre (+50%), le pétrole de 645 à 1 150 FCFA (+78%), et le gasoil de 855 à 1 450 FCFA (+70%). Cette augmentation survient après un an de pénurie de carburant expliquée par la conjonction d'une hausse des cours mondiaux, une augmentation des coûts d'importation et un ralentissement de l'activité des distributeurs en raison des difficultés d'approvisionnement.

La loi de finances 2023 prévoit une baisse du budget de 18 Mds FCFA

La [loi de finances \(LF\) adoptée](#) le 27 décembre 2022 présente une baisse de budget de 18 Mds FCFA, de 298 Mds en 2022 à 280 Mds en 2023. Les recettes budgétaires de l'État s'élèvent à 234,3 Mds (- 8,2%) dont 133,2 Mds de recettes propres et 101,1 Mds de ressources extérieures (dont 76,1 Mds de dons et 18 Mds d'appuis budgétaires). Les dépenses courantes sont évaluées à 191,5 Mds (+0,5%) dont 9,2 Mds de charges financières (+58,4%), et les dépenses d'investissement sont estimées à 97,2 Mds (-5,5%). Depuis l'interruption du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, l'État a davantage recours au marché des titres publics de la BEAC pour couvrir ses besoins de financement, la LF prévoit d'ailleurs une [émission de titres publics](#) pour un montant de 80 Mds FCFA en 2023.

Congo

Le prix du carburant augmente de 5%

La Primature congolaise a annoncé début janvier être parvenue à un accord avec le FMI pour [augmenter le prix du carburant](#) à hauteur de 5%. Cette mesure prendra effet le 31 janvier 2023. Le prix du carburant au Congo est ainsi passé de 595 FCFA à 625 FCFA pour l'essence et de 475 FCFA à 500 FCFA pour le gasoil. Cette décision fait suite à une demande du FMI de procéder à une dérégulation progressive des prix à la pompe, dans le cadre du programme en

cours. Selon la Primature, les prix du pétrole lampant, du gaz butane et du pétrole d'aviation demeurent stables.

Le Congo a lancé la procédure de règlement des créances sociales

L'opération de règlement des créances sociales dues aux opérateurs économiques au cours de l'exercice 2022 [a démarré](#). Une commission de validation de ces créances a été mise en place début janvier pour s'assurer de leur régularité et de l'effectivité du service rendu, avant de les soumettre au ministre des Finances. Plus de 1000 titres de créances seraient concernés, en lien notamment avec l'éducation (bourses, rentrées scolaires, concours d'État, etc.), les rentes viagères, les évacuations sanitaires, les frais d'hospitalisation, d'inhumation et de rapatriement des dépouilles mortelles. Les dépenses sociales en instance de paiement au Trésor public seraient estimées à environ 160 Mds FCFA.

La Banque mondiale apporte un appui budgétaire de 50 M USD au Congo pour soutenir la mise en œuvre de réformes

La ministre du Plan et la représentante de la Banque mondiale (BM) au Congo ont signé le 19 décembre à Brazzaville, un accord de [financement de 50 M USD](#) visant à appuyer les politiques de développement du Congo et à soutenir les efforts de réformes entrepris par les autorités pour améliorer la gouvernance, la mobilisation des recettes et la gestion des finances publiques. Cet accord est le premier d'une série de trois opérations prévues sur la période 2022-2024 et financées par l'Association internationale de développement (IDA) afin de placer l'économie congolaise sur la voie de la reprise, conformément aux objectifs du Plan national de développement 2022-2026.

Le Congo et la France signent deux conventions de financement de plus de 18 Mds FCFA relatives à la gestion durable des terres

La ministre du Plan du Congo a signé, le 19 décembre à Brazzaville, avec la secrétaire d'État française chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Congo, deux conventions de financement relatives au Programme d'investissement du Programme d'utilisation durable des terres (PI-PUdT). Ce programme vise à contribuer à la diversification des revenus nationaux et des populations par le développement d'un secteur agricole faiblement émetteur et respectueux de l'intégrité des paysages forestiers et du patrimoine naturel du Congo. Il sera mis en œuvre sur une durée de cinq ans sur tout le territoire national, en ciblant des territoires pilotes. Le PI-PUdT s'inscrit dans le cadre programmatique AFD-CAFI (Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale) en République du Congo.

L'édition 2022 de l'annuaire statistique des postes, des télécommunications et de l'économie numérique a été publié

Le ministère des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique a rendu public le 27 décembre 2022 à Brazzaville, [l'annuaire](#) des statistiques des secteurs des postes, des télécommunications et de l'économie numérique sur la période allant de 2017 à 2021. Au regard des chiffres publiés, il ressort que les revenus encaissés par l'opérateur public des postes (SOPECO) sont en baisse sur la période, passant de 761 M FCFA en 2017 à 369 M FCFA en 2021 (subventions de l'État incluses), tandis que les revenus encaissés par les opérateurs privés ont augmenté de 103,4 M à 149,4 M sur la même

période. Les revenus générés par le secteur de la téléphonie mobile (voix et sms) ont diminué, passant de 188 Mds en 2017 à 130,9 Mds en 2021. **À l'inverse, le secteur de l'économie numérique** (internet fixe et mobile) évolue positivement, **générant aux fournisseurs d'accès internet des revenus** qui sont passés de 51,4 Mds en 2017 à 55,8 Mds en 2021. De même, les revenus générés par les transactions monétaires (mobile money) ont considérablement progressé de 1,5 Mds en 2018 à 16,4 Mds en 2021.

Gabon

Remaniement ministériel à l'approche des élections

Alors que les élections présidentielles et législatives d'août 2023 approchent, Ali Bongo a procédé à un remaniement ministériel le 9 janvier. Le nouveau gouvernement comporte désormais 45 membres, contre 38 auparavant. Parmi les changements notables, Alain Claude **Billie By Nze, ancien ministre de l'Énergie et des ressources hydrauliques**, occupe désormais le poste de Premier ministre. Rose Christiane Ossouka, premier ministre sortant, récupère pour sa part le poste de vice-présidente, vacant depuis mai 2019. La majorité des ministres clés ont été reconduits, à l'exception de **Pacôme Moubelet Boubeya, ministre d'État à l'Industrie**, moins d'un an après sa nomination.

Interruption du Transgabonais suite à un éboulement

Le Transgabonais, artère ferroviaire essentielle traversant le Gabon du nord-ouest au sud-est, et unique moyen de transport terrestre reliant la province minière du Haut Ogooué au reste du pays, est à l'arrêt depuis le 24 décembre à la suite d'un éboulement de la voie dans une rivière, qui a arraché environ 900 mètres de rails. Celui-ci serait dû à la conjonction d'un séisme et de fortes pluies. Le Transgabonais est notamment l'unique moyen de transport du minerai de

manganèse, 3^{ème} poste d'exportation gabonais, et est également très utilisé par de nombreux acteurs de la filière bois. Cet incident a généré quelques pénuries dans le Haut Ogooué, ce qui a par exemple amené les autorités à fermer temporairement les établissements scolaires. Le rétablissement progressif de la voie est attendu **d'ici la fin du mois de janvier grâce à une forte mobilisation des secteurs privé et public**, notamment de la compagnie ferroviaire SETRAG et de son actionnaire Eramet. Afin de pallier partiellement cet incident affectant également l'Ogooué-Lolo, Bolloré Transport & Logistics Gabon a mis en service, à la gare la plus proche de l'accident, un système rail-route pour ravitailler les provinces dépendantes du Transgabonais.

Le Gabon veut valoriser ses crédits carbone

Lee White, ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement a annoncé l'intention du Gabon de mettre sur le marché 90 millions de tonnes de crédits carbone évalués à 773,39 Mds FCFA. Cette évaluation se base sur un prix du crédit carbone de 14 dollars. Les séquestrations nettes annuelles du Gabon, pays forestier, sont estimées à 140 millions de tonnes, et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a certifié 187 millions de crédits carbone du Gabon sur la période 2010-2018. Le Gabon a été le premier pays africain à bénéficier d'un paiement pour la réduction des émissions liées à ses forêts dans le cadre de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI) en 2021.

Guinée équatoriale

Production pétrolière : Exxon Mobil se retire au profit de Kosmos

Exxon Mobil Corp réduira sa production de pétrole en Guinée équatoriale avant de quitter

définitivement le pays à l'expiration de sa licence en 2026. En 2022, Exxon avait réduit sa production dans le pays à moins de 15 000 barils de pétrole par jour (bpj) par le biais de l'unité de production existante de Serpentina. Sa production a été fortement impactée par une infiltration d'eau sur le navire vieillissant de la plateforme de production offshore Sapphire **d'où l'entreprise a dû évacuer le personnel**. La plateforme en vente depuis 2020 a finalement été mise hors service et remorquée. La société est actuellement en négociation avec le **gouvernement pour la mise en service d'une troisième plateforme, Jade, qui pourrait lui permettre d'atteindre une production de 25 000-30 000 bpj**. En marge du Sommet des leaders Afrique-Amérique, le président de la République de Guinée équatoriale a rencontré à Washington le président du Conseil d'Administration de la compagnie pétrolière Kosmos, Andrew Ingles. Cette rencontre a permis d'informer le Président de la République du forage d'un nouveau puits. Le président du conseil d'administration de Kosmos a également annoncé vouloir augmenter sa production et augmenter la main-d'œuvre nationale, si le projet était mené à bien.

Loi de finances 2023 : le budget déficitaire de 217 Mds FCFA

La loi de finances (LF) 2023 de la Guinée équatoriale a été adoptée en octobre 2022. Elle est basée sur une prévision prudente du prix du baril à 65 USD, et une croissance à -1,9 %, marquant un retour à la récession dû à la chute du prix du pétrole mais surtout au déclin du secteur pétrolier dont la production devrait enregistrer selon le gouvernement une baisse de 9,3%. Les recettes budgétaires **s'établissent à 1 022 Mds FCFA (+12% par rapport à 2022)**, dont 732 Mds de recettes pétrolières, tandis que les **dépenses s'élèvent à 1 239 Mds (+14 %)**, laissant apparaître un déficit budgétaire de 217 Mds. Pour mémoire, dans la dernière revue article IV de juillet 2022, le FMI anticipait des recettes supérieures à ces prévisions (1 427 Mds FCFA, notamment en raison de prévisions plus

optimistes sur les prix du baril), ainsi que des dépenses en moindre progression, à 1 057 Mds. Afin de couvrir ce déficit budgétaire ainsi que les charges liées au remboursement de la dette, la LF prévoit de recourir à des bons et obligations du Trésor, et à des emprunts internes, et externes.

Tchad

Décaissement de 149,3 M USD du FMI permis par la validation des première et deuxième revues dans le cadre de la FEC

Suite à l'accord de traitement de la dette entre le Tchad et ses créanciers au titre du Cadre Commun du G20 en novembre 2022, le Conseil d'Administration du FMI a validé, le 22 décembre 2022, les première et deuxième revues du programme économique et financier du Tchad dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC). La validation de ces revues permet au FMI de décaisser 112,16 M DTS (149 M USD) au profit du Tchad. Le FMI prévoit une augmentation de la croissance en 2023, de 2,5% en 2022 à 3,5% en 2023, du fait de la reprise de la production **pétrolière et non pétrolière**. Le **taux d'inflation** devrait atteindre 5,3% en 2022 et le solde des transactions courantes devrait être excédentaire de 2,8% du PIB. Enfin, une réduction de la dette publique est attendue sur le moyen terme, de 56% du PIB fin 2021 à 40% du PIB en 2024.

L'emprunt obligataire de 100 Mds FCFA souscrit en totalité

L'emprunt obligataire du Tchad, lancé sur le marché obligataire de la BVMAC le 12 décembre 2022, a attiré 150 investisseurs pour un montant total de souscriptions de 100,4 Mds FCFA, dont 100 Mds FCFA ont été retenus au terme de la période de souscription (soit le montant initialement requis). Pour rappel, selon sa documentation disponible en ligne, cet emprunt

obligatoire a pour objectif de financer les chantiers de construction d'infrastructures routières (45 Mds), de voiries urbaines (15 Mds), et d'énergie (40 Mds).

Signature d'un accord de prêt de 12 M USD entre le Tchad et la BADEA pour financer la phase 2 du Projet d'extension de l'INSTA

Après avoir bénéficié d'un prêt de 7 Mds FCFA (environ 11,6 M USD) de l'OPEP en septembre 2022, le Tchad a signé une autre convention de prêt, le 22 décembre 2022, avec la BADEA d'un montant de 12 M USD pour le financement de la phase 2 du projet d'extension de l'Institut national supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché (INSTA). Cette deuxième étape du projet vise à ouvrir les filières des sciences techniques et de biochimie à 600 étudiants supplémentaires. Ce projet d'extension a débuté en 2015 suite à la signature d'un accord de prêt de 3,7 Mds FCFA entre le Tchad et l'OPEP. La première phase a consisté en la construction d'un département biomédical et pharmaceutique.

La Banque mondiale approuve un financement de 311 M USD en faveur de 4 pays dont le Tchad

Le 20 décembre 2022, la Banque mondiale [a approuvé](#) le projet régional relatif à l'énergie solaire d'un montant de 311 M USD pour quatre pays : le Libéria, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo. L'Association internationale pour le développement (IDA) finance le projet par le biais d'un crédit de 156 M USD et d'une subvention de 155 M USD. Ce projet a pour but d'accroître la capacité de ces pays en énergie renouvelable.

Signature d'un accord de prêt de 141,2 M EUR entre le Tchad et la BEI pour la réhabilitation du corridor N'Djamena-Moundou-Koutéré

Le Tchad a bénéficié d'un accord de prêt en décembre 2022 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) d'un montant de 141,2 M EUR pour la remise en état du corridor N'Djamena-Moundou-Koutéré. Le lancement des travaux est prévu au premier trimestre 2023 et la réalisation du projet devrait couvrir une période de six ans. Ce projet de réhabilitation est la composante tchadienne du Projet de corridor de transport Cameroun-Tchad, qui devrait permettre le désenclavement du pays en renforçant son accès au port de Douala. Le Projet de corridor de transport Cameroun Tchad, est soutenu également par la Banque mondiale qui [a approuvé](#) une enveloppe de 538 M USD en février 2022 en faveur des deux pays.



Les Etats-Unis publient le protocole d'accord signé avec la RDC et la Zambie sur les batteries électriques

Le gouvernement américain a publié le 18 janvier 2023 le [protocole d'accord \(MOU\)](#) signé par les États-Unis, la Zambie et la RDC, à Washington le 13 décembre 2022 en marge du Sommet États-Unis-Afrique. Le protocole d'entente vise à favoriser le développement d'une chaîne de valeurs pour la production de batteries de véhicules électriques en RDC et en Zambie, allant de l'extraction des matières premières à la transformation, la fabrication et l'assemblage. Pour rappel, la RDC est le premier producteur mondial de cobalt (plus de 70 % de la production totale) et premier producteur africain de cuivre. Tandis que la Zambie est le 6^{ème} producteur

mondial de cuivre et deuxième producteur de cuivre en Afrique. Le cobalt et le cuivre représentent des métaux stratégiques pour la transition énergétique mondiale.

Hydrocarbures : attribution des trois blocs gaziers du Lac-Kivu

Le ministre congolais des Hydrocarbures, Didier Budimbu, a annoncé le 13 janvier, la sélection de trois sociétés nord-américaines pour exploiter les trois blocs gaziers du Lac-Kivu. Il s'agit de la société Symbion Power & Red pour le bloc Makelele, Alfajiri Energy Corporation pour le bloc Lwandjofu et enfin Winds Exploration and Production pour le bloc Idjwi. Cette attribution fait suite à l'appel d'offres lancé le 28 juillet 2022 portant sur les trois blocs gaziers précédents mais également 27 blocs pétroliers dans le pays. La RDC pourrait ainsi devenir productrice de gaz à partir de 2024. Pour rappel, la contribution des hydrocarbures au budget de l'État congolais, est encore faible, limitée à 6 %, elle devrait augmenter considérablement avec l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers.

Sao Tomé-et-Principe

Une légère reprise économique attendue pour 2023

L'année 2022 a été marquée pour Sao Tomé-et-Principe par une croissance inférieure à 1% et une inflation à 24%, niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2008. En outre, le déficit commercial s'est élevé à 135 M USD et le niveau des réserves de change est insuffisant pour couvrir en devises les importations de biens et services essentiels. Toutefois, l'année 2023 devrait voir le retour d'une croissance du PIB de 1,6% et un ralentissement de l'inflation à 13% selon les premières projections. La banque centrale de Sao Tomé-et-Principe appelle à des réformes structurelles ainsi qu'une politique d'austérité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé,
Services économiques de Libreville,
de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner